

Méditerranée : Quand l'eau devient une urgence commune

À la veille de la réunion ministérielle de l'Union pour la Méditerranée consacrée à l'eau (UpM, Rome, 28 septembre 2026), l'ambassadeur Fadi HAJALI, secrétaire général ad interim, alerte sur les tensions croissantes autour de la ressource en eau dans l'ensemble du bassin méditerranéen et appelle à renforcer la coopération entre les pays riverains. H2o septembre 2026.

MÉTERRANÉE

Quand l'eau devient une urgence commune

Fadi HAJALI

secrétaire général ad interim de l'Union pour la Méditerranée - UpM

H2o - septembre 2026

À

Longtemps associée au sud de la Méditerranée, la sécheresse touche désormais une grande partie de l'Europe. Elle rappelle que la pression sur les ressources en eau ne s'arrête pas aux frontières : aucun pays ne peut se croire entièrement à l'abri lorsque ses voisins manquent d'eau.

La France l'a constaté cet été, comme bien d'autres pays européens. Selon l'Observatoire européen de la sécheresse des sols d'une dizaine de pays, dont le Luxembourg, la France, la Belgique et la Suisse, ont connu en août leur plus grave déficit hydrique depuis le début des observations en 2012. Sur l'ensemble du mois, 58 % du territoire de l'Union européenne était touché en moyenne, contre 33 % habituellement à cette période. En France, 67 départements étaient placés en situation de crise cet été, contre 46 à la même période l'an dernier. Cette extension de la sécheresse donne une nouvelle résonance à la crise que traverse le bassin méditerranéen.

La Méditerranée est l'un des points chauds du réchauffement climatique : les températures y augmentent 20 % plus vite que la moyenne mondiale. À cette évolution s'ajoutent les pressions économiques et démographiques, qui mettent à rude épreuve les ressources en eau et les services chargés de la distribuer. Il est significatif de noter que tous les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée disposent de moins de 500 m³ à 1 000 m³ d'eau par habitant et par an - une réalité qualifiée de "pénurie d'eau". La situation n'est guère plus réjouissante au nord : 30 % de la population de l'Europe du Sud vit dans des zones soumises à un stress hydrique permanent, tandis qu'un pourcentage stupéfiant de 70 % y est confronté en été. Dans l'ensemble du bassin, quelque 180 millions de personnes sont en situation de pauvreté hydrique et 60 millions d'autres subissent un stress hydrique sévère. L'eau, ou plutôt son absence,

constitue une crise typiquement méditerranéenne.

Maintenant que le constat est posé - dans tous les pays riverains de notre mer commune, les ressources en eau sont dangereusement limitées -, il est temps de réfléchir à la manière dont nous voulons avancer. Les approches nationales individuelles sont-elles la solution ? Ou devons-nous affronter ce problème à l'échelle régionale, en le regardant en face et en le reconnaissant pour ce qu'il est ? Lorsque le statu quo ne peut, au mieux, conduire qu'à une réaction passive et, au pire, à un cynisme obstiné, je m'en remets à chacun d'entre vous pour choisir de relever ce défi ensemble.

Aujourd'hui, à Rome, les représentants des 43 États membres de l'Union pour la Méditerranée adopteront la deuxième déclaration ministérielle de l'UpM sur l'eau en Méditerranée. Soulignant la nécessité d'une coopération transfrontalière renforcée en matière de gestion durable de l'eau, cette déclaration reconnaît les conséquences multiples de la situation actuelle : impacts négatifs sur la santé humaine et les écosystèmes, freins au développement socio-économique ou encore augmentation de la fréquence et de l'intensité des catastrophes naturelles.

Loin d'être une déclaration politique sans substance, cet engagement marque le lancement de l'Initiative de Rome sur l'eau, destinée à mobiliser les investissements et les capacités techniques nécessaires à la mise en place de systèmes hydriques durables dont notre Méditerranée a désespérément besoin. Bien que des progrès aient été réalisés ces dernières années, la viabilité financière s'est trop souvent avérée être un obstacle à la durabilité environnementale. Créant un cadre qui relie, coordonne et renforce les efforts existants, l'Initiative de Rome sur l'eau comble les lacunes en matière de financement et d'expertise qui entravent la modernisation et l'amélioration de la gestion des installations de services publics. Une goutte d'eau dans l'océan - si vous me permettez l'expression -, peut-être, mais aussi, sans doute, un modèle pour d'autres initiatives essentielles en matière de durabilité, susceptibles d'être reproduites afin de construire une Méditerranée plus intégrée et plus résiliente.

S'il y a bien une chose qui devrait désormais être évidente, c'est que les problèmes liés à l'eau dans notre Méditerranée ne peuvent être résolus de manière isolée. Nos systèmes hydriques sont intimement liés : il est inconcevable qu'un pays puisse être totalement à l'abri lorsque ses voisins immédiats sont confrontés à la pénurie. L'eau a le pouvoir d'influencer non seulement l'intégrité de nos écosystèmes et la santé de nos populations, mais aussi le cœur même de la stabilité socio-économique et politique de notre région. Nous disposons des connaissances et des outils nécessaires pour relever ce défi. Allons-nous donc choisir de devenir une région de coopération et de résilience, ou une région où la vulnérabilité ne cessent de s'aggraver ? À nous de décider.

À

À L'auteur

L'ambassadeur Fadi Hajali a été nommé secrétaire général ad interim en juillet 2026.

Diplomate de carrière fort de plus de trois décennies d'expérience, Fadi Hajali a occupé plusieurs postes diplomatiques et fonctions de haut niveau au service du Liban, notamment en tant que chef de mission auprès de l'Union européenne, de la Belgique et du Luxembourg, ainsi qu'auprès de la Russie, de l'Iran et à Rome. Il a également exercé les fonctions de directeur de cabinet du ministre des Affaires étrangères et de directeur du département MENA au ministère des Affaires étrangères et des Migrations à Beyrouth.

Tout au long de sa carrière, il s'est consacré à la diplomatie multilatérale, à la coordination institutionnelle et à l'engagement stratégique avec les partenaires européens et régionaux. Son mandat à Bruxelles a été marqué par une interaction soutenue avec les institutions de l'UE et les parties prenantes méditerranéennes, contribuant à renforcer les cadres de coopération et les mécanismes de dialogue.

Union pour la Méditerranée